

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205
06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents	Procurations + Absents
25	22	3

N° de la séance : 06

Objet de la délibération : GEMAPI -
Travaux de raccordement des ouvrages
d'écoulement des eaux pluviales situés
route de Cannes à Antibes - Convention
subséquente de maîtrise d'ouvrage
déléguée

<input checked="" type="checkbox"/> Original <input type="checkbox"/> Expédition certifiée conforme à l'original Pour le Président, Le Directeur Général des Services Stéphane PINTRE
--

N° Enregistrement : BC.2020.158

Date de la convocation :

Le 02/12/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du 10 DEC. 2020

de la réception s/Préfecture
en date du 10 DEC. 2020

Pour le Président,
La Responsable de Service

Corinne SANTAINÉ

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 07 décembre 2020

L'an deux mil vingt et le 07 décembre à 10h30, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Espaces du Fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan Les Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, Alexis ARGENTI

PROCURATION :

René TRASTOUR à Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Kevin LUCIANO, Frédéric POMA

Monsieur DERMIT,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles dite loi MAPTAM ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) et notamment les dispositions des articles L. 5211-17, L. 5216-5 II 2° et L. 5216-5 I 5° ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.125 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestions des milieux aquatiques et prévention des inondations » et de missions hors GEMAPI » ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2017.126 du 9 octobre 2017 portant prise de la compétence « gestion des eaux pluviales » ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2018.043 en date du 9 avril 2018 ayant approuvé le principe des conventions cadre et subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° CC.2020.005 en date du 17 juillet 2020 ayant délégué au Bureau le soin d'approuver les conventions subséquentes de maîtrise d'ouvrage déléguée ;

Ainsi, depuis le 1^{er} janvier 2018, la C.A.S.A. exerce en lieu et place des communes membres la compétence relative à la gestion des milieux aquatiques et à la prévention des inondations, intégrée aux compétences obligatoires, ainsi que la compétence gestion des eaux pluviales, et ce au titre de ses compétences facultatives.

La C.A.S.A. dispose de la maîtrise d'ouvrage des travaux d'aménagement et de l'exploitation des cours d'eau, vallons et ouvrages pluviaux publics. Ses compétences sont liées à des objectifs de gestion et d'amélioration des conditions hydrauliques et environnementales. Elles peuvent accompagner des projets d'urbanisme (extensions de réseaux...), mais ne couvrent pas les aménagements induits par des projets communaux de voiries et espaces publics, ou des opérations de restructuration urbaine.

Toutefois, certains travaux programmés par les communes impactent les compétences récemment transférées à la C.A.S.A, en ce qu'ils comportent la réalisation de travaux plus ou moins importants sur les cours d'eau et les réseaux d'eaux pluviales qui peuvent relever de la C.A.S.A. Aussi, afin de ne pas interférer sur la programmation de ces travaux, mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre, la C.A.S.A et les Communes membres s'accordent sur le principe de déléguer aux Communes, la Maîtrise d'Ouvrage des opérations sus mentionnées au travers de convention cadre.

La Commune d'Antibes a engagé une opération de requalification des infrastructures de voirie et des espaces publics de l'entrée de ville, dans le périmètre situé entre l'avenue de Cannes, le square et la traverse Delaunay ainsi que le chemin des Eucalyptus. Dans la zone de réalisation des travaux, la Commune d'Antibes a relevé la présence d'un ouvrage d'écoulement des eaux pluviales (dalot). Celui-ci est fortement endommagé par une fissure apparaissant sur une poutre soutenant la dalle supérieure, entraînant une importante flexion pouvant provoquer des risques de rupture. Afin de s'affranchir de cet ouvrage qui sera remblayé, la Commune d'Antibes souhaite procéder au raccordement des ouvrages d'écoulement des eaux pluviales situés à proximité et créer un ouvrage d'entonnement pour récupérer les eaux de la galerie provenant du chemin des Eucalyptus. La pose d'un tuyau d'un diamètre de 800 millimètres jusqu'au regard existant permettra d'assurer la continuité hydraulique vers le Parc Exflora.

La réalisation de ces travaux d'un montant de 14 613,60 € TTC a une incidence sur les cours d'eau et les réseaux publics d'eaux pluviales dont la gestion relève depuis le 1^{er} janvier 2018 des compétences de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis.

En conséquence, il est proposé au Bureau Communautaire :

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A. et la Commune d'Antibes relative aux travaux de raccordement des eaux pluviales situés Avenue de Cannes à Antibes ;

- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué aux risques naturels à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de cette convention.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée entre la C.A.S.A. et la Commune d'Antibes relative aux travaux de raccordement des eaux pluviales situés Avenue de Cannes à Antibes ;
- d'autoriser Monsieur le Vice-Président délégué aux risques naturels à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de cette convention.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 07 décembre 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI



CONVENTION SUBSEQUENTE DE MAITRISE D'OUVRAGE DELEGUEE RELATIVE AUX TRAVAUX DE RACCORDEMENT DES OUVRAGES D'ÉCOULEMENT DES EAUX PLUVIALES SITUÉS A ANTIBES, AVENUE DE CANNES

Entre :

D'une part,

La Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, représentée par Jean-Pierre DERMIT
conformément à la délibération du Bureau Communautaire n° en date du 7 décembre 2020,

Dénommée ci-après « **la C.A.S.A** »,

Et

D'autre part,

La Commune d'Antibes, représentée par son Maire, autorisé à signer la convention en vertu d'une
délibération du Conseil municipal du 16 octobre 2020,

Dénommée ci-après « **la Commune** »,

Article 1 – Objet

La Commune d'Antibes a engagé une opération de requalification des infrastructures de voirie et des espaces publics de l'entrée de ville, dans le périmètre situé entre l'avenue de Cannes, le square et la traverse Delaunay ainsi que le chemin des Eucalyptus.

Dans la zone de réalisation des travaux, les services de la Commune ont relevé la présence d'un ouvrage d'écoulement des eaux pluviales (dalot) fortement endommagé par une fissure apparaissant sur une poutre soutenant la dalle supérieure entraînant une importante flexion pouvant provoquer des risques de rupture.

Afin de s'affranchir de cet ouvrage qui sera remblayé, la Commune d'Antibes souhaite procéder au raccordement des ouvrages d'écoulement des eaux pluviales situés à proximité et créer un ouvrage d'entonnement pour récupérer les eaux de la galerie provenant du chemin des Eucalyptus. La pose d'un tuyau d'un diamètre de 800 millimètres jusqu'au regard existant permettra d'assurer la continuité hydraulique vers le Parc Exflora.

La réalisation de ces travaux d'un montant de 14 613,60 euros TTC a une incidence sur les cours d'eau et les réseaux publics d'eaux pluviales dont la gestion relève des compétences de la C.A.S.A.

Ce faisant, il rentre dans le champ d'application de la convention cadre de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux approuvée par la Commune d'Antibes et la C.A.S.A aux termes d'une délibération adoptée par le Conseil Municipal dans sa séance en date du 16 octobre 2020 et d'une délibération n° CC 2018-043 adoptée par le Conseil Communautaire dans sa séance en date du 9 avril 2018 qui prévoit l'adoption de conventions subséquentes permettant de définir pour chaque opération le ou les ouvrages à exécuter et leurs modalités de financement.

La C.A.S.A et la Commune s'accordent par la présente convention sur le principe de déléguer à la Commune la Maîtrise d'Ouvrage de l'opération précitée ce qui permettra de ne pas interférer sur la programmation des travaux prévus mais aussi d'optimiser les conditions techniques et financières de leur mise en œuvre.

Article 2 : Compétences confiées au maître d'ouvrage

Le Maître d'Ouvrage délégué se voit confier par la présente la maîtrise d'ouvrage au sens de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique, pour les éléments qui suivent :

- Réalisation des études hydrauliques et études d'impact, élaboration des dossiers loi sur l'eau « déclaration, Autorisation DIG, ...) et suivi des procédures réglementaires ;
- Conduite des opérations foncières le cas échéant, ou mises en place des servitudes éventuellement nécessaires sur le domaine privé ;
- Le montage financier de l'opération et la recherche de subventions ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés d'études préalables nécessaires à la réalisation de l'opération, notamment les études de faisabilité et d'opportunité et la de ce ou ces marchés ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de maîtrise d'œuvre nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de contrôle technique nécessaires à l'ensemble de l'opération ;
- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de coordination SPS pour

l'ensemble de l'opération ;

- Conclusion, gestion administrative et financière du ou des marchés de travaux nécessaires à l'ensemble de l'opération ;
- Réception de l'ensemble des ouvrages ;
- Gestion de la garantie de parfait achèvement de l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'opération ;
- Gestion de la garantie de bon fonctionnement attachée à l'ensemble des ouvrages de l'opération ;
- Gestion de la garantie décennale attachée à l'ensemble des ouvrages liés à l'opération ou impactés par celle-ci.

Pour les projets n'ayant pas démarré avant le 1er janvier 2018, la nature et la conception des travaux souhaités par la commune feront l'objet d'une coordination et d'une validation préalable par la C.A.S.A pour les aspects GEMAPI et gestion des eaux pluviales.

De manière générale, la Commune se voit donc confier l'ensemble des tâches du maître d'ouvrage, des études de faisabilité des travaux à la réception des travaux jusqu'à la fin des délais de garantie.

Après réception des travaux, les ouvrages financés par la C.A.S.A et identifiés dans la convention subséquente relative à l'opération seront intégrés au patrimoine de la C.A.S.A qui en assurera la gestion.

Article 3 : Modalités de participation financière de la C.A.S.A

La C.A.S.A assurera le financement des travaux à l'issue d'une instruction du dossier par ses services.

Cette instruction visera à définir l'intérêt communautaire dans le projet, le respect des objectifs poursuivis par la C.A.S.A, et le montant de sa participation financière.

La Commune transmettra à la C.A.S.A un dossier comprenant tous les éléments techniques et financiers prévisionnels de l'opération envisagée, notamment :

- Dossier loi sur l'eau le cas échéant (déclaration ou autorisation, DIG) et arrêté préfectoral,
- Etude hydraulique et note sur les impacts, pour les projets non soumis à la loi sur l'eau,
- Plans et estimations du maître d'œuvre,
- Plan de financement et recettes prévisionnelles (subventions).

Lorsque le projet technique retenu par la commune répond à des objectifs complémentaires sortant de la compétence de gestion des eaux pluviales et des inondations, et qu'il entraîne des travaux plus coûteux de couverture de vallon ou de busage (aménagement urbain ou élargissement de voirie par exemple), la C.A.S.A participera financièrement à hauteur de la solution hydraulique de base.

Le montant estimatif de participation de la C.A.S.A comprend les études et les travaux. Ce montant prévisionnel est révisable. Il sera ajusté en fonction du décompte général définitif des prestations dans la limite d'une variation de 10 % du coût total des opérations (sans que soit requis un avenant à la présente convention). Les recettes afférentes à cette opération seront affectées à la C.A.S.A au prorata de ses dépenses. La Commune assure sans contrepartie financière la mission qui lui est confiée.

Article 4 : Obligations de la Commune

Dès que la présente convention aura un caractère exécutoire, la Commune pourra mettre en œuvre les obligations qui sont les siennes dans le cadre de la présente.

Il appartient à la Commune de transmettre tous les documents liés à la passation des marchés et à leurs exécutions à la C.A.S.A. Les documents transmis par les prestataires, programme, étude de conception..., devront faire apparaître le logo ainsi que le nom de l'ensemble des parties à la présente.

Les panneaux d'information placés sur le ou les chantiers qui seront réalisées pour la suite de l'exécution de l'opération devront comporter les logos et le nom de l'ensemble des parties.

La Commune assume pour l'ensemble de cette opération la totalité des obligations découlant de la loi du 12 juillet 1985 (Loi MOP) relative à la maîtrise d'ouvrage publique dans sa version en vigueur au jour de la signature de la présente.

Article 5 : Modalités de contrôle des parties

La Commune s'engage à associer la C.A.S.A aux décisions principales de la Maîtrise d'Ouvrage et à ce titre :

- Convier à un jury au moins un représentant de la C.A.S.A ;
- Inviter au titre des personnalités qui peuvent être présentes à une commission d'appel d'offres au moins un représentant de la C.A.S.A ainsi qu'un représentant des autres intervenants à l'opération ;
- Informer la C.A.S.A de manière complète et totale sur le déroulement des éléments de mission aux différentes phases de l'opération.

Article 6 : Responsabilités & Assurance

La souscription des assurances construction, et notamment « Tous Risques Chantier », « Dommage Ouvrage » et « Responsabilité Civile » incombe à la commune en sa qualité de Maître d'ouvrage délégué.

Une attestation d'assurance relative à l'opération de construction pour les garanties susvisées est remise au Maître d'Ouvrage C.A.S.A avant le commencement des travaux.

Article 7 : Personnes habilitées à engager la commune

Pour l'exécution des missions confiées à la Commune, seul Monsieur le Maire sera habilité à engager la responsabilité de la commune pour l'exécution de la présente convention.

Fait en deux exemplaires à Sophia Antipolis,

Le Vice-Président délégué aux Risques Naturels

Le Maire de la commune d'Antibes

Jean Pierre DERMIT

Jean LEONETTI

AR receptionné - Imprimer

Date de l'acte : 07/12/2020
Numéro : BC_2020_158
Nature : DE - Deliberations
Objet : Travaux de raccordement des ouvrages d'écoulement des eaux pluviales situés route de Cannes a Antibes - Convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée
Matière : 8.4 - Aménagement du territoire

Interlocuteur

Nom : VINCENT Laurence

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : mWHBr9U

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 10/12/2020
Identifiant : 006-240600585-20201207-BC_2020_158-DE

Acte reçu

Date : 07/12/2020
Numéro interne : BC_2020_158
Code nature : 1
Code matière 1 : 8
Code matière 2 : 4
Objet : Travaux de raccordement des ouvrages d'écoulement des eaux pluviales situés route de Cannes a Antibes - Convention subséquente de maîtrise d'ouvrage déléguée
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20201207-BC_2020_158-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 1
99_SE-006-240600585-20201207-BC_2020_158-DE-1-1_2.PDF

N